Nations Unies $P_{DCP/SRB/4}$



Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Distr. générale 27 juin 2025 Français

Original: anglais

Deuxième session ordinaire de 2025

25-28 août, New York Point 6 de l'ordre du jour provisoire **Programmes de pays et questions connexes**

Descriptif de programme de pays pour la Serbie (2026-2030)

		Page
I.	Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable	2
II.	Priorités du programme et partenariats	5
III.	Administration du programme et gestion des risques	10
IV.	Contrôle de l'exécution et évaluation du programme	11
Annexes		
A.	Cadre de résultats et d'allocation des ressources	12
В.	Plan d'évaluation chiffré	



I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

- 1. La Serbie, pays de 6,7 millions d'habitants, qui fait partie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et est candidat à l'Union européenne, a enregistré une forte reprise après la récession liée à la maladie à coronavirus (COVID-19), grâce à de solides amortisseurs budgétaires. Sa croissance économique s'est élevée à 3,2 % en moyenne au cours des cinq dernières années, avec une prévision à moyen terme de 4 %, grâce à la consommation, aux dépenses publiques et à de nouveaux investissements dans les infrastructures¹.
- 2. Le marché du travail est solide mais tendu, avec un taux d'emploi de 51,4 % et un taux de chômage de 8,6 % à la fin de l'année 2024. Des problèmes structurels persistent, en particulier pour les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés. Le chômage des jeunes est élevé (25,8 %) et l'inadéquation des compétences limite les possibilités d'emploi². Le déclin de la population (8,5 % sur 12 ans) aggrave les pénuries de main-d'œuvre. Les programmes actifs en faveur du marché du travail sont limités, avec des dépenses représentant 0,08 % du produit intérieur brut (PIB)³. Les lacunes et les disparités en matière de compétences numériques entravent le développement et concernent les personnes âgées, les personnes handicapées, les Roms et les habitants des zones rurales.
- 3. La Serbie se classe au 62° rang de l'indice de développement humain de 2023, ce qui la place parmi les pays dit à développement humain très élevé⁴. Les inégalités, bien qu'en baisse, restent supérieures aux moyennes de l'Union européenne, avec un coefficient de Gini de 31,7 en 2023⁵. L'incidence de la pauvreté est tombée à 7,7 % en 2024 et devrait continuer de diminuer⁶, mais 27,2 % de la population reste exposée au risque de pauvreté et d'exclusion sociale⁷, ce qui est nettement supérieur à la moyenne de l'Union européenne, qui est de 21,4 % ⁸. Les personnes âgées, les chômeurs de longue durée et les personnes totalement exclues du marché du travail sont exposés au risque de pauvreté et de dénuement matériel. Les Roms, en particulier les femmes et les filles, sont parmi les plus marginalisés.
- 4. Le pays a obtenu un score de 0,119 au regard de l'indice d'inégalité de genre⁹, preuve d'une amélioration, mais les disparités en matière de participation au marché du travail et de représentation politique persistent¹⁰. Les femmes sont confrontées à des inégalités salariales et se heurtent à des obstacles qui entravent leur avancement professionnel. Elles consacrent deux fois plus de temps au travail non rémunéré que les hommes et perdent environ 755 euros de revenus mensuels¹¹. Elles atteignent des

¹ Banque mondiale (2024), http://documents.worldbank.org/curated/en/ 099159507262423474/IDU1d5b3f1011249b145d61aef21871ca46d2340.

² Bureau de statistique de la République de Serbie (2024), https://www.stat.gov.rs/en-us/vesti/?a=24&s=2400.

³ Équipe de pays des Nations Unies en Serbie (2024), Common Country Analysis (projet).

⁴ PNUD (2025), https://hdr.undp.org/data-center/country-insights#/ranks.

⁵ Bureau de statistique de la République de Serbie (2024), https://www.stat.gov.rs/en-us/vesti/statisticalrelease/?p=15328&a=01&s=0102?s=0102.

⁶ Banque mondiale (2025), https://www.worldbank.org/en/country/serbia/overview#1.

⁷ Bureau de statistique de la République de Serbie (2023), https://www.stat.gov.rs/sr-latn/vesti/statisticalrelease/?p=15328.

⁸ Eurostat (2024), https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/w/ddn-20240612-1.

⁹ PNUD (2022), https://hdr.undp.org/data-center/thematic-composite-indices/gender-inequality-index#/indicies/GII.

Equal Future (2024), https://www.equalfuture-eurasia.org/womens-representation-in-politics-and-public-administration/serbia.

ONU-Femmes (2020), https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/ Attachments/Sections/Library/Publications/2020/Discussion-paper-Economic-value-of-the-unpaid-care-work-in-the-Republic-of-Serbia-en.pdf.

niveaux d'éducation plus élevés que les hommes, mais sont concentrées dans des disciplines traditionnellement « féminines » telles que l'éducation, la santé, la protection sociale, les arts, les sciences humaines et les sciences sociales, tandis que les hommes dominent les domaines de la technologie et de l'ingénierie ¹².

- 5. La Serbie a amélioré son environnement commercial et a reçu sa première note de crédit en octobre 2024, renforçant son attrait pour les investissements étrangers directs¹³. Cependant, elle reste vulnérable face aux menaces pour l'environnement, à la pollution et à la perte de biodiversité, ce qui pourrait compromettre sa progression vers une croissance à faible intensité de carbone, résiliente et durable, comme l'a montré la sécheresse de 2024 qui a eu des répercussions sur l'agriculture, les niveaux d'eau des rivières et les projections de PIB¹⁴. À cet égard, une charge plus lourde pèse sur les femmes, qui jouent traditionnellement le rôle de soignantes et ont la responsabilité de gérer l'approvisionnement en nourriture.
- 6. La Serbie a fait des choix énergétiques abordables, fiables et sûrs pour soutenir les débouchés économiques, tout en développant les pratiques de l'économie circulaire. Dans le cadre du programme vert pour les Balkans occidentaux (Déclaration de Sofia) 15 et du plan de croissance 2024-2027 16 de l'Union européenne, elle a poursuivi l'élaboration de cadres stratégiques relatifs aux défis environnementaux, à la transition énergétique et à la réduction des risques de catastrophe. Elle s'est fixé pour objectif de réduire ses émissions de 13,2 % d'ici 2030, contre 9,8 % précédemment, et prépare ses contributions déterminées au niveau national (CDN) 3.0 afin de revoir ses ambitions climatiques à la hausse, conformément à l'Accord de Paris 17.
- 7. Les réformes de la gouvernance portent notamment sur l'administration publique, la gestion financière et la transformation numérique, la Serbie ayant adopté une stratégie nationale en matière d'intelligence artificielle la première dans les Balkans occidentaux et présidant le Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle¹⁸. La transformation numérique, portée par les initiatives d'administration en ligne, joue un rôle crucial dans la rationalisation des processus et l'amélioration de la prestation de services¹⁹. Bien que la Serbie ait été classée pour la première fois parmi les pays ayant l'indice d'administration en ligne le plus élevé²⁰, elle devra délaisser sa conception des services centrée sur les institutions au profit d'une conception centrée sur les utilisateurs pour s'imposer comme pionnier technologique dans la région²¹. La réforme de l'administration publique reste insuffisante, la faiblesse

¹² Équipe de pays des Nations Unies en Serbie (2024), Common Country Analysis (projet).

25-10600 3/18

¹³ Bloomberg (2024), https://www.bloomberg.com/news/articles/2024-10-04/serbia-wins-first-ever-investment-rating-as-s-p-upgrades-bonds.

¹⁴ Banque mondiale, Country Overview Serbia, https://www.worldbank.org/en/country/serbia/overview#1.

¹⁵ Déclaration de Sofia (2020), https://www.rcc.int/docs/546/sofia-declaration-on-the-green-agenda-for-the-western-balkans-rn.

¹⁶ Plan de croissance (2024), https://enlargement.ec.europa.eu/enlargement-policy/growth-plan-western-balkans en.

¹⁷ PNUD (2025), https://www.undp.org/publications/quality-assurance-checklist-nationally-determined-contributions-ndcs-30.

Gouvernement de la République de Serbie (2024), https://ai.gov.rs/vest/en/780/republic-of-serbia-to-chair-gpai-for-the-next-three-years.php.

¹⁹ Commission européenne (2024), https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/serbia-report-2024 en.

Nations Unies (2024), https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Data/Country-Information/id/151-Serbia/dataYear/2024.

²¹ Commission européenne (2023), https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/library/egovernment-benchmark-2023.

des mécanismes de contre-pouvoirs²² et la fréquence des élections faisant obstacle à la planification à long terme et à la continuité institutionnelle.

- 8. Les priorités nationales portent essentiellement sur la croissance économique, la transformation numérique, les infrastructures et la réduction du chômage ²³. Les progrès en matière d'adhésion à l'Union européenne ont été lents. Le programme de réforme 2024-2027 vise à relancer le processus en mettant l'accent sur le développement du secteur privé, la transition verte et numérique, le développement du capital humain et les droits fondamentaux ²⁴. La Serbie reste déterminée à mettre en œuvre le Programme 2030, en se concentrant sur une transition énergétique juste, l'éducation, la protection sociale, les systèmes alimentaires durables, la transformation numérique et la riposte à la triple crise planétaire. Toutefois, seuls 60 % des indicateurs font l'objet d'un suivi.
- 9. En tant que partenaire stratégique neutre et de confiance de la Serbie, jouissant d'une présence durable et d'une connaissance approfondie des institutions, le PNUD est bien placé pour soutenir les réformes transformatrices, encourager l'innovation et faciliter la collaboration intersectorielle afin de répondre aux priorités de développement national. Il a un avantage comparatif dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne et dans les pays à revenu intermédiaire, comme en atteste son expérience avérée en matière d'exécution d'initiatives clés financées par l'Union européenne, d'appui aux transitions institutionnelles et de mobilisation d'un soutien technique et financier de la part des partenaires de développement.
- 10. Selon l'évaluation indépendante du programme de pays, la valeur ajoutée du PNUD réside dans sa capacité à combiner son expertise internationale avec une prestation de services efficace et transparente ²⁵. Cela lui permet d'appuyer des réformes clés des cadres réglementaires, la législation environnementale, la transformation numérique et les politiques démographiques, tout en s'alignant sur les priorités nationales et en favorisant l'innovation. Des efforts soutenus ont permis à la Serbie de s'acheminer vers une croissance innovante et durable. Bien que le Gouvernement fasse preuve d'une forte appropriation en promouvant et en attirant les investissements durables et les possibilités d'innovation, ses capacités d'exécution restent insuffisantes, d'où une forte demande d'assistance continue de la part du PNUD.
- 11. Le PNUD a adopté une approche par portefeuille afin de s'attaquer de manière globale à des problèmes complexes et interconnectés. Cette manière de faire a renforcé sa pertinence, car elle associe différentes parties prenantes sur des questions essentielles, favorise l'établissement de nouveaux partenariats et intègre une perspective systémique dans les efforts de réforme nationaux, conformément au Plan stratégique du PNUD pour 2022-2025.
- 12. Donnant suite aux recommandations formulées dans l'évaluation du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, le PNUD poursuivra son approche intégrée guidée par les travaux normatifs et maintiendra l'accent sur les conseils pratiques, l'appui aux capacités, le partage de connaissances et la mise en réseau des domaines très appréciés par les partenaires nationaux²⁶.

²² Commission européenne (2024), https://enlargement.ec.europa.eu/document/download/3c8c2d7f-bff7-44eb-b868414730cc5902 en?filename=Serbia%20Report%202024.pdf.

²³ Gouvernement de la République de Serbie (2024), https://srbija2027.gov.rs/.

Programme de réforme (2024), https://www.mei.gov.rs/upload/documents/nacionalna_dokumenta/ adopted_reform_agenda_narrative_-_republic_of_serbia.pdf.

²⁵ Bureau d'évaluation indépendant (2024), Rapport d'évaluation indépendante du programme de pays (projet).

²⁶ Équipe de pays des Nations Unies en Serbie (2024), évaluation du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (projet).

Au fur et à mesure que la Serbie s'approchera du statut de pays à revenu élevé, les Nations Unies et le PNUD réévalueront périodiquement leur stratégie, notamment l'échelle et la portée des opérations et les méthodes conjointes de mobilisation des ressources, afin de continuer de répondre aux besoins de développement du pays.

13. Dans ce contexte, le Plan-cadre de coopération définit trois priorités stratégiques qui se renforcent mutuellement : a) une croissance à faible intensité de carbone, inclusive et résiliente ; b) le capital humain, le bien-être et la cohésion sociale ; c) l'état de droit, les droits humains et les institutions. Les objectifs du programme du PNUD sont fortement alignés sur le Plan-cadre de coopération, garantissant une approche coordonnée pour promouvoir le développement durable en Serbie.

II. Priorités du programme et partenariats

- 14. Le projet du PNUD pour la Serbie d'ici à 2030 est de tracer une voie de développement qui se caractérise par une croissance économique résiliente et basée sur l'innovation et le savoir, des services sociaux accessibles, une biodiversité et des ressources naturelles préservées, une pollution réduite, une transition énergétique juste et un environnement sûr pour tous les citoyens, y compris les enfants, les hommes et les femmes. Cette vision correspond aux objectifs de développement durable et au processus d'adhésion à l'Union européenne.
- 15. Le PNUD a toujours investi dans les transformations numériques et écologiques en tant que facilitateurs de croissance durable. En intégrant ces facteurs, il entend promouvoir une gouvernance efficace, construire une économie basée sur l'innovation avec une main-d'œuvre prête pour l'avenir et renforcer la résilience des communautés, tout en protégeant le milieu naturel. La transformation numérique, avec son potentiel de rationalisation des processus, de renforcement de la transparence et d'encouragement de l'innovation, constitue un outil puissant pour améliorer l'accès aux services et aux débouchés économiques. Grâce à des plateformes numériques et des initiatives de gouvernance en ligne, le PNUD s'efforce de créer des structures de gouvernance plus efficaces et plus réactives, en veillant à ce que les services parviennent jusqu'aux communautés les plus marginalisées.
- 16. Dans la construction d'une économie fondée sur l'innovation, les outils numériques et les technologies vertes sont essentiels pour stimuler la productivité et la compétitivité. En promouvant les technologies de pointe et les pratiques durables, le PNUD soutient les industries et les emplois verts, favorisant ainsi une économie résiliente qui profite à tous les groupes de population. Cette approche répond aux défis systémiques liés aux entreprises, aux investissements et au développement de la main-d'œuvre, tout en s'alignant sur les efforts visant à préparer les demandes futures et en tenant compte de la réalité des tendances démographiques. En s'attaquant à des problèmes tels que le vieillissement de la population et les migrations, le PNUD souhaite faire en sorte que la population et la main-d'œuvre restent résilientes et puissent s'adapter.
- 17. En renforçant la résilience des communautés et en protégeant le milieu naturel, la transformation verte fait la part belle aux pratiques durables qui préservent l'environnement tout en stimulant la croissance économique. En aidant les municipalités à adopter les technologies numériques et les systèmes intelligents, le PNUD entend améliorer la prestation de services et l'efficience des ressources, contribuant ainsi au développement urbain durable et à la résilience climatique.
- 18. Cette double orientation en faveur des facilitateurs numériques et écologiques vise à construire une économie résiliente capable de résister aux chocs extérieurs, tels que les ralentissements économiques ou les événements liés au climat, tout en

25-10600 **5/18**

promouvant une répartition équitable des ressources et des bénéfices. En favorisant un écosystème où les innovations numériques et vertes prospèrent, le PNUD cherche à autonomiser les communautés et à contribuer à l'avènement d'un avenir durable et prospère pour tous les citoyens de Serbie.

19. Cette approche est étroitement liée aux trois voies de développement recensées, lesquelles sont fondées sur la théorie générale du changement élaborée au cours du processus de conception du Plan-cadre de coopération, dirigé par le Coordonnateur résident des Nations Unies, avec la participation active des institutions gouvernementales et de la société civile, et mené en parallèle de discussions techniques distinctes organisées par le PNUD avec les partenaires de réalisation nationaux.

Promouvoir une gouvernance inclusive et efficace

- 20. Cette réalisation escomptée rappelle l'importance cruciale de cadres institutionnels solides pour promouvoir la responsabilité et la transparence. Les efforts visant à consolider les institutions se concentreront sur l'amélioration de la cohérence des politiques, le renforcement des cadres réglementaires et juridiques, et la prise en compte des besoins particuliers des femmes et des hommes issus de différents groupes sociaux. Le PNUD continuera d'appuyer les réformes de la gouvernance dans l'administration publique et la gestion des finances publiques, en encourageant la résilience institutionnelle, ainsi que l'état de droit, l'efficacité judiciaire et les efforts de lutte contre la corruption. Le renforcement des organes de contrôle et l'amélioration de l'accès des citoyens à la justice resteront des priorités essentielles, en collaboration avec les partenaires nationaux.
- 21. L'accent sera mis sur l'accélération de la transformation numérique afin de moderniser l'administration publique et d'améliorer la prestation de services. L'expérience du PNUD en matière de soutien à la transformation numérique offre des possibilités de collaboration supplémentaires en vue d'élargir la portée des réformes. Il s'agira notamment d'étendre les initiatives de gouvernance en ligne et d'accroître la participation des citoyens grâce à la technologie, sous réserve que le Gouvernement tienne son engagement à adopter des approches novatrices en matière de gouvernance et de technologie.
- 22. Le développement de plateformes numériques intégrées, en partenariat avec le Bureau du Coordonnateur résident, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), simplifiera les processus administratifs et améliorera l'accessibilité pour les citoyens et les entreprises, facilitant l'accès aux services publics grâce à des plateformes telles que des guichets uniques, notamment au niveau local. Des programmes de formation et une assistance technique seront fournis pour renforcer les capacités des agents publics aux niveaux national et local, leur permettant d'assurer de meilleurs services et de renforcer la résilience des communautés et la cohésion sociale.
- 23. En intégrant l'intelligence artificielle et d'autres technologies émergentes, le PNUD entend créer un modèle de gouvernance capable d'anticiper et de s'adapter. Cette approche permettra non seulement d'améliorer la prise de décision, mais aussi de centrer davantage les services sur l'utilisateur. En outre, les investissements dans la cybersécurité et la protection des données préserveront l'intégrité des systèmes numériques, garantissant la confiance et la fiabilité des services d'administration en ligne.

Construire une économie fondée sur la connaissance et préparer la main-d'œuvre à l'avenir

- 24. Cette réalisation escomptée porte sur la transformation de l'économie en encourageant des solutions positives pour la nature, en accélérant l'innovation, en augmentant la productivité et en renforçant le capital humain afin d'améliorer la compétitivité du secteur privé et de la main-d'œuvre. En apportant un soutien ciblé à la recherche et au développement, le programme promeut les technologies de pointe qui profitent à des secteurs tels que l'économie circulaire et la biotechnologie, notamment la création du Campus BIO4²⁷, un pôle d'innovation de premier plan, qui positionnera la Serbie à l'avant-garde de la bioéconomie mondiale et renforcera son secteur biotechnologique grâce à la mise en place de règlements et d'infrastructures d'appui.
- 25. En s'attaquant aux problèmes systémiques liés à l'investissement dans l'économie fondée sur la connaissance, le PNUD crée un environnement favorable aux entreprises, en particulier aux petites et moyennes entreprises (PME). Il s'agit d'aligner les cadres réglementaires sur les normes de l'Union européenne, de défendre les initiatives d'économie circulaire et de promouvoir le commerce et la diversification économique en élargissant les chaînes de valeur et les marchés. Il s'agit également d'encourager l'innovation et l'esprit d'entreprise et de renforcer le rôle de la finance durable. Par ces efforts, le PNUD espère contribuer à la cohésion sociale en facilitant les réseaux économiques, en soutenant la collaboration intersectorielle et en encourageant les partenariats public-privé qui donnent la priorité au développement local et à la création d'emplois dans les zones marginalisées. Il s'appuiera sur des outils tels que SDG Investor Map, élaboré au cours du cycle de programmation précédent, pour favoriser les investissements de capitaux privés dans les infrastructures, les choix énergétiques durables et sûrs et les projets d'économie circulaire, tout en aidant les PME à adopter les normes relatives à l'environnement, à la société et à la gouvernance. En outre, il continuera de soutenir la Serbie dans le cadre de ses partenariats internationaux et régionaux afin de promouvoir le développement durable, notamment en fournissant un appui législatif et institutionnel à un moment où le pays s'apprête à devenir un donateur émergent.
- 26. Parmi les autres objectifs figurent le développement du capital humain, la résolution des problèmes démographiques et la préparation de la main-d'œuvre aux exigences futures d'une économie fondée sur l'innovation et la connaissance. Il s'agit de soutenir les infrastructures et les capacités des institutions concernées par le marché du travail, conformément aux efforts déployés par le Gouvernement pour appliquer des mesures mieux ciblées visant à activer le marché de l'emploi. Ces efforts visent à réduire les inégalités et à favoriser l'accès des ménages vulnérables aux biens et services essentiels, renforçant ainsi la résilience sociale. Parmi les autres priorités, on peut citer la promotion des échanges intergénérationnels, le soutien aux initiatives locales qui renforcent la confiance entre les différentes communautés et la promotion de la coopération entre les économies urbaines et rurales afin de réduire les disparités régionales. Il sera essentiel d'évaluer les conséquences du passage à une économie à zéro émission nette sur l'emploi pour comprendre les changements en la matière, et les gains et les pertes, l'objectif étant de faciliter des transitions justes dans des secteurs clés tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.
- 27. La mobilité et la transition démographique seront considérées comme des vecteurs de changement positif, permettant la rétention d'une main-d'œuvre qualifiée et l'inclusion de la diaspora dans la redéfinition de l'avenir du travail. Il sera indispensable de promouvoir la cohésion sociale grâce à des politiques migratoires, en veillant à ce que les différents mouvements de population contribuent à la

²⁷ Bio4 (2025), https://bio4.rs/.

25-10600 7/18

croissance, à l'intégration et à la revitalisation des communautés locales. Un appui particulier sera fourni pour s'assurer que les ressortissants étrangers trouvent un emploi de manière sûre, ordonnée et légale, afin de lutter contre l'immigration irrégulière et de renforcer la protection des migrants en Serbie.

28. En utilisant les technologies numériques comme accélérateur, les programmes de formation professionnelle et d'habileté numérique seront étendus afin de réduire l'inadéquation des compétences et de combler le fossé entre les compétences des femmes, des jeunes, des personnes handicapées, des Roms et d'autres groupes vulnérables et les compétences professionnelles attendues. Dans le domaine de l'inclusion sociale, le PNUD encouragera un accès équitable et fondé sur les besoins aux soins de santé, à la formation professionnelle et à l'emploi, en partenariat avec l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation internationale du Travail.

Renforcer la résilience des communautés et protéger le milieu naturel

- 29. Cette réalisation escomptée accorde la priorité à la transformation des communautés en pôles innovants, durables, résilients et à faible intensité de carbone. Cette transformation passe par la promotion d'une transition verte, d'une planification intégrée et spatiale de l'utilisation des terres et d'un aménagement urbain qui réponde aux besoins des femmes et des personnes handicapées, ainsi que par le développement d'infrastructures intégrant la biodiversité, la résilience climatique et des pratiques efficaces sur le plan énergétique.
- 30. En aidant les municipalités à adopter les technologies numériques et les systèmes intelligents, le programme vise à améliorer la prestation de services et l'efficience des ressources. L'objectif est de promouvoir les partenariats avec les secteurs public et privé afin de financer des projets urbains durables et d'encourager l'innovation au niveau communautaire, sous réserve que la Serbie reste déterminée à conduire une transition énergétique juste et à améliorer la qualité de vie de toutes et tous, dans les zones urbaines comme rurales. Le PNUD aidera le pays à revoir et mettre en œuvre sa CDN 3.0 et à accéder plus facilement aux financements en faveur de la nature, de l'action climatique et du verdissement, avec des avantages pour la biodiversité, notamment grâce aux marchés du carbone et aux mesures visant à réduire les risques liés aux investissements. La transition vers l'économie verte et circulaire nécessitera des partenariats plus solides avec les secteurs privé et public, notamment les institutions financières internationales, afin d'investir dans des solutions innovantes, des entreprises vertes, de nouveaux marchés et l'accès à un financement durable. Du côté de la demande, le PNUD s'efforcera de sensibiliser les consommateurs et les citoyens à l'importance de la transition verte et de la circularité, et renforcera les capacités et les compétences liées aux emplois de ce secteur. Il s'efforcera également d'introduire de nouvelles modalités de financement pour les projets verts, notamment des obligations thématiques des secteurs public et privé, tout en continuant d'associer les financements publics et privés pour optimiser leur impact sur l'environnement et le climat.
- 31. Le PNUD poursuivra son action conformément au plan national d'adaptation, en soutenant le développement de stratégies globales d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe. Il s'agira notamment de renforcer les capacités nationale et locale à intégrer la résilience climatique fondée sur les écosystèmes dans la planification du développement et à établir des cadres solides de riposte aux catastrophes, sous réserve que des ressources suffisantes soient disponibles et qu'une coordination intersectorielle soit en place pour mettre en œuvre et soutenir ces efforts de manière efficace.

- 32. L'atténuation des changements climatiques sera appuyée par différentes initiatives alignées sur le plan intégré sur le climat et l'énergie et sur la stratégie de développement énergétique, notamment la diversification des sources d'énergie, l'élargissement des solutions énergétiques propres, comme la géothermie et le biométhane, et la promotion de bâtiments à haut rendement énergétique. Les mesures d'adaptation se concentreront sur le soutien à la mise en œuvre du programme d'adaptation aux changements climatiques, notamment la promotion de pratiques agricoles durables, la protection de la biodiversité et le développement de systèmes de gestion de l'eau et de maîtrise des crues. Le PNUD contribuera à renforcer les systèmes de données, notamment grâce à des outils tels que l'atlas des changements climatiques et le registre des risques de catastrophes, créés au cours du cycle de programmation précédent, afin d'améliorer la planification et la prise de décision fondées sur des données probantes.
- 33. Des initiatives d'appui aux capacités permettront aux autorités et aux communautés locales de mieux se préparer aux catastrophes naturelles et anthropiques, ce qui favorisera la résilience à long terme. Ainsi, le PNUD soutiendra les efforts visant à atteindre des normes écologiques élevées, conformément aux accords multilatéraux relatifs à l'environnement et à l'acquis de l'Union européenne, en particulier dans des domaines tels que la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets, et la dépollution de l'environnement notamment l'amélioration de la qualité de l'air, des sols et de l'eau ainsi que les directives relatives à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables, et au suivi, à la notification et à la vérification.
- 34. Les partenariats stratégiques du PNUD visant à promouvoir ces solutions font appel à un large éventail de parties prenantes²⁸. Ils associent toutes les branches du pouvoir à tous les niveaux de l'administration, notamment les principaux ministères et organismes responsables des finances, de l'économie, de l'administration publique, de l'énergie, de la protection de l'environnement, de l'agriculture, du travail, de la santé, de l'éducation, de la science, de l'innovation, de la justice et des droits humains. La collaboration avec les gouvernements autonomes locaux assure la participation populaire et une mise en œuvre efficace des initiatives. Cette approche multipartite garantit que les efforts de développement sont globaux et reflètent les besoins de toutes les communautés.
- 35. Le secteur privé et le monde universitaire sont des partenaires essentiels pour promouvoir l'innovation et le développement durable, tandis que les organisations de la société civile jouent un rôle crucial dans la défense des intérêts et la participation de la communauté. Les partenariats internationaux avec des partenaires de développement tels que l'Union européenne, les institutions financières internationales et différentes entités des Nations Unies sont essentiels pour garantir une approche globale des priorités de la Serbie en matière de développement.
- 36. Grâce à son expertise reconnue en matière de gestion d'initiatives financées par les gouvernements et à sa neutralité politique, le PNUD est bien placé pour mener à bien des projets transparents et de grande qualité. Pour atténuer le risque d'une dépendance excessive au partage des coûts par le Gouvernement, le PNUD mobilisera un financement mixte qui associera les ressources gouvernementales d'une part et les contributions des donateurs et les prêts des institutions financières internationales d'autre part, renforçant ainsi son rôle de partenaire clé dans le processus d'adhésion à l'Union européenne, en particulier dans des domaines prioritaires tels que la transition verte et la transformation numérique.

²⁸ Comme indiqué dans le Cadre de résultats et d'allocation de ressources.

25-10600 **9/18**

37. Le cas échéant, une coopération Sud-Sud et triangulaire sera mise en place afin d'adopter les meilleures pratiques, appuyées par une expertise et un financement mondiaux, tout en partageant les expériences et les solutions nationales.

III. Administration du programme et gestion des risques

- 38. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources allouées au programme. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités afférentes au programme de pays sont énoncées dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations du PNUD, ainsi que dans le dispositif de contrôle interne.
- 39. Le programme sera exécuté sur le plan national. Si nécessaire, l'exécution nationale peut être remplacée par l'exécution directe pour tout ou partie du programme en cas de force majeure. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds sera appliquée en coordination avec les autres entités des Nations Unies de façon à gérer les risques financiers. Les définitions et les classifications des coûts afférents aux activités de programme et aux activités visant l'efficacité du développement seront appliquées aux différents projets concernés.
- 40. Les activités d'assurance, notamment les microévaluations, les vérifications ponctuelles et les audits internes, seront entreprises conformément à la politique harmonisée concernant les transferts de fonds, en tirant parti des outils numériques aux fins d'efficacité et de responsabilité.
- 41. La gestion du programme comprendra la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'établissement de rapports. Le Ministère des affaires étrangères assurera la coordination avec les autorités nationales et infranationales en tant que partenaires de réalisation. Le contrôle sera assuré par le Comité directeur du Plan-cadre de coopération, soutenu par des groupes de résultats et des comités de projet. Le Conseil Gouvernement-PNUD jouera le rôle de comité local d'examen des projets. Les examens annuels seront effectués lors de l'examen du Plan-cadre de coopération supervisé par le Coordonnateur résident et lors des sessions du Conseil Gouvernement-PNUD.
- 42. En plus des projets de développement classiques, le PNUD recourra, le cas échéant, à différents instruments de programmation, tels que les mécanismes de participation, les services de développement et les mémorandums de prestation de services, pour obtenir des résultats efficaces. Il réalisera des projets tout en les planifiant, en les alignant et en les gérant comme des portefeuilles, en tirant parti des liens entre les interventions pour atteindre des objectifs plus larges.
- 43. Le PNUD fournira des services d'appui à la mise en œuvre à la demande du Gouvernement et s'efforcera de proposer des dispositifs innovants, tels que le paiement fondé sur la performance, les prix récompensant l'innovation, et les subventions de faible valeur, aux parties responsables.
- 44. La durabilité sociale et environnementale fera partie intégrante de tous les projets, avec des sauvegardes comprenant une évaluation sociale et environnementale et un mécanisme de réponse des parties prenantes. L'obligation de rendre des comptes sera respectée grâce à un examen de la conformité, permettant aux personnes ou aux communautés concernées de faire part de leurs préoccupations s'agissant des initiatives soutenues par le PNUD. Les partenaires du secteur privé feront l'objet d'une procédure de diligence raisonnable afin de garantir l'alignement sur les normes de responsabilité du PNUD. Un comité de gestion des risques exercera une fonction

de conseil et d'assurance qualité pour ce qui est de définir et de gérer les risques liés à la société, à l'environnement et au secteur privé.

- 45. Le PNUD placera l'autonomisation des femmes au centre de ses efforts en tant que facilitateur stratégique du développement durable, en menant des discussions politiques, économiques, environnementales et financières, notamment dans le cadre de la riposte aux crises et du relèvement, afin de favoriser un changement systémique et de promouvoir le développement humain.
- 46. Conformément à la théorie du changement, le programme recense les principaux risques pour sa bonne exécution, notamment les chocs externes, tels qu'une récession économique, une pandémie ou une crise géopolitique ; un coup d'arrêt au processus d'intégration de l'Union européenne ; des difficultés en matière de gouvernance ; une marge de manœuvre budgétaire restreinte ; des disparités entre zones urbaines et rurales ; la vulnérabilité climatique ; les contraintes en matière de capacités et de ressources des partenaires locaux et internationaux. Dans le cas où le financement deviendrait un problème, le PNUD peut ajuster ses objectifs, tout en veillant à ce que sa mission principale reste sur la bonne voie.

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme

- 47. Le PNUD s'est engagé à allouer des ressources au suivi, à l'évaluation et à l'apprentissage afin d'évaluer les progrès, l'efficacité et l'impact du programme et de modifier sa mise en œuvre si nécessaire. La collaboration avec les institutions gouvernementales et les autres parties prenantes permettra d'attester de l'impact du programme et d'éclairer les adaptations stratégiques.
- 48. Des systèmes de contrôle seront mis en place pour assurer un suivi en temps réel des progrès et une prise de décision fondée sur des données. Le système de gestion des connaissances assisté par l'intelligence artificielle développé en interne facilitera l'établissement de rapports et l'analyse, permettant au PNUD de suivre efficacement les produits et les réalisations du programme. Celui-ci mettra en œuvre un cadre de suivi systémique au niveau des projets et des portefeuilles, en veillant à l'alignement sur le Plan-cadre de coopération, les résultats du programme de pays et le Cadre de résultats et d'allocation de ressources, qui sera le principal mécanisme de responsabilité.
- 49. Les activités de suivi consisteront notamment à analyser régulièrement le contexte opérationnel, en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, afin d'évaluer les risques et les nouveaux défis. Le PNUD suivra la théorie du changement énoncée dans le programme, évaluera les variations des hypothèses sous-jacentes et adaptera la programmation si nécessaire.
- 50. Le PNUD procèdera à des évaluations conformément aux directives du Bureau indépendant d'évaluation, veillant ainsi au respect de la transparence et de la responsabilité. Le plan d'évaluation du programme de pays comprendra les évaluations nécessaires et des évaluations indépendantes afin de mesurer l'efficacité et l'impact du programme. Il sera revu au cours de la mise en œuvre pour intégrer des évaluations thématiques ou stratégiques, le cas échéant. Les résultats permettront d'élaborer des stratégies d'adaptation, de renforcer le dialogue avec les partenaires et de soutenir la prise de décision et l'apprentissage fondés sur des données probantes.
- 51. Le PNUD renforcera les capacités nationales de suivi et d'évaluation, en particulier au sein des institutions et du Bureau de statistique. Ses efforts se concentreront sur la consolidation des mécanismes nationaux de collecte de données, et sur l'amélioration des rapports sur les objectifs de développement durable et sur les objectifs des CDN.

25-10600 **11/18**

Cadre de résultats et d'allocation des ressources

NATIONAL PRIORITY OR GOAL:

Action Plan for Implementation of the Government Programme 2024 – 2027: Further development of public services through the development of ICT infrastructure and digitalization; Fight against organized crime and corruption; Further enhancement of the efficiency of the judicial system

Growth Plan and Reform Agenda of Serbia: Further digitalization of public services and administrative procedures for businesses and citizens; Set up a comprehensive framework for cyber resilience.

COOPERATION FRAMEWORK (OR EQUIVALENT) OUTCOME INVOLVING UNDP #1: By 2030, Serbia ensures an independent and transparent judicial and law enforcement system, good governance and inclusive digital transformation, civic engagement and full realisation of human rights and gender equality, fostering social cohesion and an inclusive and participatory democracy for all.

RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: Accelerate structural transformations for sustainable development

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	DATA SOURCE AND FREQUENCY ²⁹ OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines targets)	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US\$)
1. Government Effectiveness	1. World Bank	Output 1.1: Governance systems are	National Assembly of the	Regular
Percentile Rank	lam	strengthened to ensure accountability,	Republic of Serbia	\$1,244,000
Baseline: 51.9 (2023)	2. Transparency International	security, services for all and evidence- based policies responsive to the needs of	Ministries responsible for finance, public	Other
Target: 60 (2030)	3. Statistical Office of the Republic of	men and women.	administration, local self-	\$42,051,000
2. Corruption Perceptions Index value	Serbia	men and women.	government, justice,	\$ 12,001,000
Baseline: 35 (2024)	Serom	1.1.1 Number of public institutions	interior, European	
Target: 42 (2030)	4. eGovernment Benchmark report	supported to strengthen capacities for	integration, trade,	
	1	improved service delivery responsive to	telecommunications	
3. Proportion of seats held by women		the needs of different population groups	Office for Information	
in National parliament (SP IRRF)		at:	Technology and E-	
Baseline: 37 per cent (2024)		a) National level	Government	
Target: 40 per cent (2030)		b) Sub-national level	Public Policy Secretariat	
ATT CC		c) Cross-border cooperation and	National Academy for	
4. User centricity of eGovernment services score		information sharing	Public Administration Public Procurement	
Baseline: 89.4 (2024)		Baseline (2025):	Office	
Target: 93 (2030)		a) 9	State Audit Institution	
Tangen 95 (2050)		b) 0	Commissioner for the	
		c) 59	Protection of Personal	
		Target: (2030)	Data and Free Access to	
		a) 20	Information	
		b) 10	Local Self-Governments	
		c) 89	Standing Conference of	
		Source: UNDP	Towns and Municipalities	
		1.1.2 Number of measures to strengthen	Civil Society Organizations	
		accountability (including social	Academia	
		accountability), prevent and mitigate	International	
		corruption risks, and integrate anti-	development partners,	
		corruption in the management of public	global funds, financial	

²⁹ Frequency is annual if not indicated otherwise.

	funds, service delivery and other sectors including environmental governance at: (SP IRRF):	institutions, UNICEF, FAO, UNV	
	a) National level b) Sub-national level		
	Baseline (2025): a) 56 b) 11		
	Target (2030): a) 81 b) 21 Source: UNDP		
	1.1.3. Number of CSOs receiving financial or technical support to implement local initiatives including environmental governance		
	Baseline: 131 (2025) Target: 159 (2030) Source: UNDP		
	1.1.4 Number of participatory mechanisms (e.g. citizen assemblies, local councils etc.) engaging communities in biodiversity governance and biodiversity conservation measures		
	Baseline: 0 (2025) Target: 10 (2030) Source: UNDP		
	Output 1.2: Digital governance solutions are further implemented, leveraging emerging technologies in accessible manner to enhance transparent and human- and nature-positive business-centric public service delivery while fostering people's engagement and prioritizing the needs of women and vulnerable groups		
	1.2.1 Number of public administrations using accessibility tools on their portals (text to speech, font size, contrast) to ensure equitable access for all users		
	Baseline: 23 (2025)		

Target: 40 (2030) Source: UNDP
1.2.2 Number of public administrations using building blocks of e-government (e-signature, e-ID, e-delivery, e-payment) for development of human centric, nature- positive business-centric, that are responsive to the specific needs of both women and men.
Baseline: 10 (2025) Target: 20 (2030) Source: UNDP
1.2.3 Number of policies, strategies and laws that promote enabling and regulated digital ecosystems that are gender-responsive affordable, accessible, trusted, and secure (SP IRRF)
Baseline: 3 (2025) Target: 7 (2030) Source: UNDP

NATIONAL PRIORITY OR GOAL:

Action Plan for Implementation of the Government Programme 2024-2027: Better accessibility and improved quality of education; Improved capacities and infrastructure for development of knowledge-based economy; Improvement of family and social protection and basic human rights; Support to economic and regional cohesion policy; Development of the labour force in accordance with the needs of the labour market; Improvement of the position of youth; Improvement of the international economic cooperation; More attractive touristic offer.

Growth Plan and Reform Agenda of Serbia: Further Development of the science and innovation ecosystem for a knowledge-based economy; Implement training and skill development programs in critical sectors such as education of teachers, to proactively address the core factors impacting workforce proficiency and retention in these field; Strengthen adult education, training and relevant upskilling opportunities of Digital Skills and Literacy; Reduce the skills mismatch on the labour market and facilitate school-to-work transitions, including by stepping up further VET, including dual VET, strengthening adult education, training, and relevant up-skilling.

COOPERATION FRAMEWORK (OR EQUIVALENT) OUTCOME INVOLVING UNDP #2: By 2030, economy of Serbia is more sustainable, knowledge-based, competitive and gender-responsive with equitable access to green and digital economic opportunities and SDGs-aligned investment and financing.

RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: Advance poverty eradication in all its forms and dimensions

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines targets)	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US\$)
Labour force participation rate for persons aged 15+, by gender (SP IRRF)	Statistical Office of the Republic of Serbia		Ministries responsible for finance, economy, trade, science, technological	Regular \$622,000
	2. World Intellectual Property		development and	Other
Baseline: Men: 63.5 (2024)	Organization	partnerships, while investments are aligned with SDG priorities and nature-	innovation, education, labour, social affairs,	\$32,081,000
Women: 49.6 (2024)	3. World Economic Forum	positive development to ensure equitable	population policy, human	

Source: UNDP

16/18

NATIONAL PRIORITY OR GOAL:

Action Plan for Implementation of the Government Programme 2024-2027: Energy security and transition to sustainable energy sources; Sustainable management of waste and wastewater; Environmental protection and better air quality.

Nationally Determined Contributions of Serbia: Increasing its ambition to the GHG emission reduction by 13.2 per cent compared to 2010 level (i.e. 33.3per cent compared to 1990) by 2030, and systemic adaptation to climate change.

Serbia's Integrated Climate and Energy Plan: [...] 33.6 per cent share in the gross final energy consumption. RES will be considered as the major domestic source of electricity production with a share reaching 45 per cent of the gross final electricity consumption in 2030 achieved mainly through the most cost-effective exploitation of the available potential for the case of wind and photovoltaic energy.

Growth Plan and Reform Agenda of Serbia: Ensure transparent and competitive procedures for the deployment of renewable energy; implementation of the Renewable Energy Directive (permitting, guarantees of origin, prosumers); Implementation of MRVA; Implementation of the Energy Efficiency Directive, The Energy Performance of Building Directive, Ecodesign and energy labelling legislation.

COOPERATION FRAMEWORK (OR EQUIVALENT) OUTCOME INVOLVING UNDP #3: By 2030, sustainable, nature-positive, participatory, accountable, and gender-responsive solutions for environmental protection, climate and disaster resilience and the management of natural and cultural resources – leveraging new technologies and traditional knowledge – are promoted and implemented.

RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: Strengthen resilience to shocks and crises

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS (including indicators, baselines targets)	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US\$)
 Risk INFORM index score (inclusive of Gender Inequality Index) (SP IRRF) Baseline: 2.9 (2024) Target: 2.7 (2030) Environmental Performance Index score Baseline: 55.2 (2024) Target: 57.9 (2030) Share of renewable energy sources in gross final consumption Baseline: 25.4 per cent (2024) Target: 30 per cent (2030) 	 European Commission, UNDP Environmental Performance Index -EPI (Yale and Columbia) Energy Balance of Republic of Serbia 	Output 3.1: Gender responsive innovative nature-positive strategies and solutions to build sustainable, low-carbon communities that promote green growth and resilience are designed and implemented 3.1.1 Increase (in megawatt) of installed renewable energy capacity: Solar, Wind, Biogas/Biomethane, Geothermal (SP IRRF) Baseline: 750 megawatt (2025) Target: 800 megawatt (2030) Source: Energy Balance of Republic of Serbia 3.1.2 Number of technical documentations prepared for retrofitting government buildings to improve energy efficiency, integrate green infrastructure and enhance climate resilience Baseline: 25 (2025) Target: 55 (2030) Source: UNDP	Ministries responsible for Interior Environmental Protection Agriculture, Forestry and Water Management Mining and Energy Construction, Transport and Infrastructure Public Investments Chamber of Commerce and Industry Standing Conference of Towns and Municipalities National Association for Local Economic Development Innovation fund Swedish International Development Agency Provincial bodies in charge of energy, environment, climate and local development Commissariat for Refugees and Migration Cities of Belgrade, Zrenjanin, Novi Sad Municipalities	Regular \$1,866,000 Other \$74,201,000